



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 456 – 26 août 2022

❖ Régional

Orientation favorable de la conjoncture dans l'UEMOA en juin 2022

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique se sont améliorés, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au mois de juin 2022. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 14,2% et 8,2% en glissement annuel (g.a.) en juin 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 4,1% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires (ICA) dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a diminué de 0,7 point en moyenne en g.a., principalement en Guinée-Bissau (-10,3 points en g.a.), au Togo (-6,5 en g.a.) et au Niger (-5,1 en g.a.). A l'inverse, l'ICA a évolué positivement en Côte d'Ivoire (+1,5 en g.a.), au Bénin (+1,2 en g.a.) et au Mali (+0,9). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 7,5% en g.a en juin (contre +6,8% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +5,7 points de pourcentage).

315 M USD additionnel de la BM en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Le 29 juillet 2022, la Banque mondiale (BM), [a annoncé](#) l'octroi d'un financement de 315 M USD à 3 pays d'Afrique de l'Ouest, dont la Sierra

LE CHIFFRE À RETENIR

762 M EUR

Le montant de la subvention sur le carburant accordée par l'Etat de Côte d'Ivoire sur les 7 premiers mois de l'année 2022

Leone, dans le cadre de la 2^{ème} phase du Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP-2). Ce dernier vise entre autres : (i) à réduire de 25% le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones cibles ; (ii) à accroître le commerce intrarégional de 30% dans les filières agricoles sélectionnées ; (iii) à fournir des services de conseil en hydro et agrométéorologie et aider à l'adoption des technologies agricoles climato-intelligentes. Pour rappel, la 1^{ère} phase du programme, avec un budget de 330 M USD, est mise en œuvre au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Togo. Les 2 phases devraient bénéficier directement à près de 4,3 M de personnes.

Le Bénin et le Niger résilient les contrats de concession de la voie ferroviaire commune

Le 22 juillet 2022, les gouvernements du Bénin et du Niger ainsi que les sociétés du groupe Bolloré [ont procédé](#) à la résiliation des contrats de concession de la voie ferroviaire commune,

censée relier Cotonou à Niamey. Cette résiliation se justifie par des circonstances imprévues, d'ordre judiciaire notamment, empêchant les parties d'atteindre les objectifs prévus dans les contrats de concession. Elle prévoit notamment **la mise en œuvre, par le groupe Bolloré, d'un plan social au profit des employés.**

🍷 Bénin

Le déficit commercial en hausse de 24,3% en 2021

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie, le déficit commercial en 2021 s'est creusé de 24,3% par rapport à 2020 pour s'établir à 1 065,7 Mds FCFA (1,6 Md EUR). En effet, si les exportations (en valeur FOB) ont enregistré une hausse de 17,1% à 568,8 Mds FCFA (867,2 M EUR) en 2021, les importations (en valeur CAF) ont enregistré une hausse plus importante de 21,7% à 1 846,8 Mds FCFA (2,8 Mds EUR). Les principaux produits exportés en 2021 ont été le coton (60,9% du total des ventes), la noix de coco, noix du Brésil et noix de cajou (4,7%) et les graines et fruits oléagineux (4%) tandis que les produits les plus importés ont été le riz (19,3% du total des achats), les huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (10%) et les médicaments (3,8%). Les principaux clients ont été le Bangladesh (41,6% du total des ventes), l'Inde (10%) et la Chine (9,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été l'Inde (16,5% du total des achats), la Chine (11,9%) et la France (11,5%).

🍷 Burkina Faso

Suspension des activités de la CDC-BF

Le 17 août 2022, le Conseil des ministres a décidé de la suspension des activités de la Caisse des dépôts et consignations du Burkina Faso (CDC-BF), créée en 2017. Cette décision s'explique par des difficultés juridiques liées à l'absence d'une commission de surveillance conforme à la loi et le manque de consensus entre la CDC-BF et ses trois partenaires financiers : la Caisse autonome

de retraite des fonctionnaires (CARFO), la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et la poste. Le gouvernement a mis en place une commission chargée d'analyser le montage juridique et institutionnel et la viabilité de la CDC-BF avant d'envisager une relance ou la création d'une nouvelle structure plus viable et consensuelle.

Régularisation des comptes ouverts au profit de structures publiques

Le Conseil des ministres du 17 août 2022 a adopté un rapport relatif au recensement des **comptes bancaires de l'Etat**, réalisé à la suite de missions conduites dans les établissements financiers en avril 2022. Ainsi, près de 685 comptes avec un solde global de 426,4 Mds FCFA (650 M EUR) ont été ouverts au profit des structures publiques. Toutefois, 230 comptes, présentant un solde de 68,9 Mds FCFA (105,1 M EUR) n'ont pas reçu d'autorisation préalable du Ministère des Finances. Le conseil a ainsi pris les mesures suivantes : (i) la clôture des comptes ouverts sans autorisation et le reversement de leur solde dans un compte ouvert au Trésor public et (ii) la délivrance des autorisations d'ouverture, à titre de régularisation aux structures qui en remplissent les conditions.

🍷 Cap-Vert

S&P maintient la note "B-" du pays

L'agence de notation financière Standard & Poor's (S&P) a maintenu la note du Cap-Vert à "B-" avec une perspective stable. Selon l'agence, la guerre en Ukraine entrave la reprise, favorisée par le rebond du tourisme dans l'archipel. Par ailleurs, l'agence prévoit un ralentissement de la croissance pour 2022 à 4% (après 7% en 2021) et une moyenne de 5% sur la période 2023-2025. Enfin, elle estime que le déficit budgétaire se réduira légèrement à 6% du PIB en 2022, contre 7% l'année précédente. L'encours de la dette publique du Cap-Vert est très élevé et devrait se maintenir autour de 103% du PIB d'ici 2025.

29 M EUR de prêts garantis par l'Etat octroyés au 30 juin 2022

Près de 29 M EUR de crédits "COVID-19" garantis par l'Etat [ont été octroyés](#) au 30 juin 2022. Créées en avril 2020, ces lignes de crédit, avec **des taux d'intérêt préférentiels allant jusqu'à 3%**, un délai de grâce de six mois et une garantie de l'Etat allant jusqu'à 80%, auraient bénéficié à 633 entreprises privées et préservé 13 300 emplois pendant la pandémie. En 2022, de nouvelles **lignes de crédit garanties par l'Etat (9 Mds CVE ; 82 M EUR)** sont prévus dans le plan de relance post-pandémique pour soutenir la trésorerie des entreprises et le crédit à l'investissement.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Près de 762 M EUR de subventions sur le carburant depuis janvier 2022

Dans son allocution du 6 août 2022, veille de la 62^{ème} fête de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, le Président [a annoncé](#) que l'Etat avait accordé des subventions sur le carburant de près de 500 Mds FCFA (762,3 M EUR) depuis janvier 2022. Dans le détail, une subvention de 469 FCFA (0,71 EUR) est accordée pour chaque litre de gasoil acheté à 615 FCFA (0,94 EUR) à la pompe et 285 FCFA (0,43 EUR) pour chaque litre de super acheté à 735 FCFA (1,12 EUR) à la pompe.

Réduction de l'excédent commercial de 71% en g.a. au 1^{er} semestre 2022

Selon la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques, les exportations ivoiriennes au cours du 1^{er} semestre 2022 [se sont élevées](#) à 5 306,2 Mds FCFA (8,1 Mds EUR), soit une progression de 24,7% en glissement annuel (g.a.) tandis que les importations ont atteint 5 234,7 Mds FCFA (8 Mds EUR), soit une progression de 54,7% en g.a. Les principaux biens exportés au cours de ce semestre ont été les produits du cacao (33,1% du total des ventes), les produits pétroliers (15,5%) et le caoutchouc naturel (10%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (28,7% des achats), les

produits alimentaires (17,7%) et les machines mécaniques (5,6%).

Le gouvernement cède sa participation au capital d'Orange Côte d'Ivoire

Lors du Conseil des ministres du 3 août 2022, le gouvernement [a adopté](#) un décret autorisant la cession d'une participation de 9,95% détenue par l'Etat dans le capital d'Orange Côte d'Ivoire. Prévue être cédée sur le marché de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), cette participation sera scindée en 14 990 207 actions, vendues au prix unitaire de 9 500 FCFA, soit un montant global de 142,4 Mds FCFA (217,1 M EUR). Environ 80% des actions seront réservées à des investisseurs nationaux dans le but d'encourager l'accès de ces derniers à épargner à travers des placements à la BRVM.

🇬🇲 Gambie

Lancement de deux projets de développement agricole pour 56 M USD

Le gouvernement gambien [a procédé](#) au lancement, le 17 août 2022, du Projet de développement des chaînes de valeur agricoles inclusives et résilientes de la Gambie, financé par la Banque mondiale à hauteur de 40 M USD, et le Projet de sécurité alimentaire agricole en Gambie, financé par le Global Agriculture & Food security program (GAFSP) à hauteur de 16 M USD. Ces deux projets visent à renforcer le système de production agricole du pays à travers, entre autres, le développement de systèmes alimentaires durables, l'augmentation de la productivité ou encore une meilleure résilience aux phénomènes climatiques.

🇬🇳 Guinée

Inflation à 12,5% en g.a. en juin 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 12,5% en glissement annuel (g.a.) en juin 2022, contre 11,1% le mois

précédent. Ce **niveau d'inflation** se justifie principalement par la hausse des prix des produits alimentaires, boissons et tabac (+12,9% en g.a.), en lien avec celle des légumes (+23% en g.a.) et des huiles et graisses (+17,7% en g.a.). Viennent ensuite les prix de l'ameublement et des équipements ménagers (+21,3% en g.a.). **Selon le FMI, le taux d'inflation en moyenne annuelle devrait se situer à +12,7% en 2022.**

Libéria

Le FMI approuve un financement de 22 M USD au titre de la 4^{ème} revue de la FEC

Le Fonds monétaire international (FMI) [a annoncé](#) avoir achevé la 4^{ème} revue au titre de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC), permettant le décaissement de 22,1 M USD au Libéria et portant le montant total décaissé à 110,7 M USD dans le cadre du programme (pour une enveloppe totale de 214,3 M USD). Selon le FMI, le taux de croissance du Libéria devrait s'établir à 3,7% en 2022 (contre une prévision initiale de 4,5%) en raison des incertitudes mondiales et des chocs sur les prix des matières premières. Ainsi, la révision du budget 2022 devrait permettre de faire face aux pressions sur les prix des denrées alimentaires tout en préservant l'investissement public. En outre, la lutte contre la corruption demeure une priorité et l'adoption récente d'une nouvelle législation anti-corruption a constitué un progrès notable.

Mise en service de la sous-station électrique de Congo Town

Le 16 août 2022, le Président de la République du Libéria et l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) [ont procédé](#) à la mise en service officielle de la sous-station électrique de Congo Town. Financée par l'UE dans le cadre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), à travers le Projet de consolidation de la transmission et de la distribution électrique de Monrovia doté d'un budget d'environ 60 M USD, cette sous-station permettra de connecter près de 41 000 foyers au réseau électrique.

Mali

Le gouvernement annonce avoir réglé l'intégralité de ses impayés suite aux sanctions de la CEDEAO

Dans [un communiqué](#) publié le 12 août 2022 par le Ministère de l'Economie et des Finances, le gouvernement a annoncé avoir réglé l'intégralité des impayés de la dette du Mali auprès des investisseurs et des Partenaires techniques et financiers, à la suite de la levée des sanctions économiques et financières de la CEDEAO. Dans le détail, le gouvernement a réglé : (i) 85,1 Mds FCFA (129,7 M EUR) au titre de la dette extérieure ; (ii) 66 Mds FCFA (100,6 M EUR) au titre de la dette de marché émise par syndication ; (iii) 280 Mds FCFA (426,9 M EUR) au titre de la dette de marché émise par adjudication, dont plus de 75% du montant apuré grâce à une émission spéciale de bons et d'obligations du Trésor organisée le 9 août 2022. En outre, des intérêts de retard ont été versés aux investisseurs à hauteur de 6,6 Mds FCFA (10 M EUR), dont 83% au titre de la dette émise par adjudication et 17% pour celle émise par syndication. Pour rappel, le Mali a fait l'objet de sanctions économiques de la CEDEAO entre le 9 janvier et le 3 juillet 2022.

Adoption du projet de LFR 2022

Le 17 août 2022, le Conseil des Ministres [a adopté](#) un projet de Loi de finances rectificative (LFR) au titre de l'exercice 2022. Ainsi, les recettes budgétaires devraient s'élever à 1 982,4 Mds FCFA (3 Mds EUR), soit une diminution de 7% par rapport à la Loi de finances initiale (LFI), tandis que les dépenses devraient s'élever à 2 647,3 Mds FCFA (4 Mds EUR), soit une diminution de 3,7% par rapport à la LFI. En conséquence, le déficit public devrait s'accroître pour atteindre 664,6 Mds FCFA (1 Md EUR) en 2022, soit une progression de 7,6% par rapport à la LFI.

🇲🇵 Mauritanie

Appui budgétaire de 30 M USD de la BM

Le 9 août 2022, le Ministre des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs et la représentante résidente de la Banque mondiale (BM) en Mauritanie [ont procédé](#) à la signature d'un accord de financement de 30 M USD, sous forme de don. Selon le Ministre, cet appui budgétaire permettra notamment d'accompagner les réformes entreprises par le gouvernement afin de moderniser les infrastructures numériques du pays, d'améliorer la gouvernance du système éducatif ou encore de mieux prendre en compte les effets des chocs climatiques sur les ménages.

🇳🇮 Niger

Le gouvernement procède à une hausse du prix du gasoil de près de 25%

Le 1^{er} août 2022, le gouvernement du Niger [a décidé](#) d'une augmentation du prix du litre de gasoil de 538 (0,82 EUR) à 668 FCFA (1,02 EUR). Cette hausse de 24,2% fait suite aux pénuries de gasoil de début juin et devrait permettre de renforcer le stock national en prévision de la période de maintenance des installations de la Société de raffinage de Zinder tout en assurant la disponibilité du produit sur l'ensemble territoire national. En effet, le différentiel de prix du gasoil entre le Niger, pays producteur de pétrole, et ses pays frontaliers avait entraîné une hausse de plus de 114% de la consommation nationale depuis le début de l'année, tirée en grande partie par les camionneurs transitant par le pays. Cette situation a entraîné des pénuries à travers le pays et forcé le gouvernement à suspendre ses exportations. Afin de limiter la répercussion de la hausse sur les prix des marchandises importées et du transport voyageur, le gouvernement a conclu un accord avec plusieurs syndicats de transporteurs prévoyant des mesures d'accompagnements.

Création de la Société des Mines de Dasa

Le 10 août 2022, le gouvernement du Niger et la compagnie canadienne Global Atomic Fuels Corporation [ont procédé](#) à la signature des statuts et pacte d'actionnaires de la Société des Mines de Dasa. L'entreprise, détenue à 80% par Global Atomic et le reste par l'Etat du Niger, bénéficie de l'autorisation d'exploitation d'un gisement d'uranium situé au nord d'Agadez, proche des sites historiques d'exploitation de l'entreprise française Orano. La mise en production en 2025 pour 12 ans devrait permettre de créer 217 emplois permanents et générer plus de 154 Mds FCFA (234 M EUR) de recettes fiscales.

🇸🇳 Sénégal

121 M EUR de la BAfD en faveur de la souveraineté alimentaire

Le 10 août 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) et le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération [ont procédé](#) à la signature d'un accord de prêt de 79,3 Mds FCFA (120,9 M EUR) relatif du Programme de production alimentaire d'urgence. Ce dernier vise à renforcer la souveraineté alimentaire du pays par la réduction des importations alimentaires à travers l'augmentation de la production et de la productivité. Il se décline en 3 composantes : (i) l'accès aux semences certifiées et l'appui conseil ; (ii) l'accès aux engrais pour les exploitants agricoles et (iii) l'amélioration de la gouvernance et de la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur agricole. Selon le représentant résident de la BAfD, les résultats attendus du programme sont la production de 600 000 tonnes de céréales, 120 000 tonnes de niébé et 150 000 tonnes de pomme de terre.

47 M USD du FSD pour la réhabilitation d'un axe routier

Le Fonds saoudien pour le développement (FSD) et le Ministère de l'Économie, du Plan et de la

Coopération sénégalais [ont signé](#), le 23 août 2022, une convention de prêt d'un montant de 31 Mds FCFA (47,3 M EUR), destiné au bitumage de la route Oronde-Ngudjilone, dans la région de Matam, d'une longueur de 62 km. Ce projet visera à agrandir la route et à améliorer le niveau de sécurité routière. Il contribuera également à réduire la pénibilité des services de transport et à faciliter les échanges commerciaux.

La Der/FJ franchit la barre des 100 000 bénéficiaires

Selon un communiqué de la Délégation à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (Der/FJ), le nombre de bénéficiaires de son dispositif de nano-crédit [s'établit](#) à 101 425 au 8 août 2022, dont 86% de femmes. Ainsi, 217 654 crédits ont été octroyés depuis le lancement du dispositif en 2020, pour un montant de près de 18,6 Mds FCFA (28,4 M EUR). Pour rappel, le la DER/FJ, qui vise à favoriser l'inclusion financière des auto-entrepreneurs, est présent dans les 14 régions et 46 départements du pays et son dispositif de nano-crédit permet d'octroyer des financements entre 10 000 FCFA (15,2 EUR) et 500 000 FCFA (762,3 EUR).

Sierra Leone

La banque centrale hausse son taux directeur de 1 p.p. à 16%

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale de Sierra Leone (BSL) [s'est réuni](#) le 30 juin 2022 afin d'examiner les développements récents de l'économie nationale. Ainsi, en raison des effets persistants de la pandémie à Covid-19 et des conséquences de la guerre en Ukraine, le

taux d'inflation a atteint 24,9% en glissement annuel (g.a.) en mai 2022 (contre +17,9% en g.a. au 4^{ème} trimestre 2021) et devrait rester élevé au cours des prochains trimestres. Par ailleurs, les mesures de confinement en Chine, ajoutées à des perspectives déjà incertaines, ont conduit les autorités à réviser à la baisse le taux de croissance en 2022 à 3,6% (contre initialement 6%). En conséquence, afin de préserver la stabilité des prix et du système financier, la BSL a décidé : (i) d'une hausse de 1 point de pourcentage (p.p.) du taux directeur à 16% ; (ii) d'une hausse de 1 p.p. des facilités de prêt et de dépôt permanent, respectivement à 19% et 10%.

Togo

La PIA boucle son financement après un nouvel apport de 145 M EUR

Le 16 août 2022, la société Platform Industrial Adetikopé, détenue à 65% par Arise IIP et à 35% par l'Etat togolais, [a obtenu](#) des financements d'un montant total de 145 M EUR pour la construction des infrastructures de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA). Ces financements ont été accordés par Afreximbank (85 M EUR), Ecobank (45 M EUR) et la Banque Internationale pour l'Afrique au Togo (15 M EUR). Ces nouveaux apports permettent de boucler le plan de financement de cet important projet, estimé globalement à 247 M EUR. Pour rappel, la PIA est un projet structuré en 2 phases : (i) la création d'une zone industrielle, logistique ainsi que d'un centre commercial et résidentiel ; (ii) le développement d'industries de transformation agricole (noix de cajou, ananas, mangue...).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Service économique régional d'Abidjan
Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

abidjan@dgtresor.gouv.fr